

CONTACT MÉDIA : press@worldjusticeproject.org

Le Canada est classé 12^e sur 142 dans l'Indice de l'État de Droit

- Le *WJP Rule of Law Index® 2023* indique que l'État de droit a reculé dans le monde pour la sixième année consécutive
- Les droits de l'homme ont connu un recul dans 3 pays sur 4 depuis 2016
- Le score du Canada a augmenté, se classant 11^e sur 31 au niveau régional

WASHINGTON (25 octobre 2023) – Selon l'[Indice de l'État de Droit du World Justice Project \(WJP\) 2023](#), l'état de droit a de nouveau connu une érosion dans une majorité de pays cette année.

Il s'agit du sixième Indice consécutif marquant un déclin de l'état de droit à l'échelle mondiale. Rien que cette année, l'état de droit a reculé dans 59 % des pays étudiés.

Cependant, le Canada fait partie de la minorité de pays à voir son Indice de l'état de droit augmenter cette année.

Depuis 2016, l'état de droit a reculé dans 78 % des pays étudiés. Le facteur de l'état de droit qui a le plus diminué entre 2016 et 2023 est celui des Droits Fondamentaux - en baisse dans 77% des pays.

Au cours des sept dernières années, les scores de l'Indice pour les Contraintes sur les Pouvoirs du Gouvernement ont chuté dans 74% des pays. Dans le monde entier, les assemblées législatives, les systèmes judiciaires et la société civile - y compris les médias - ont tous perdu du terrain dans le contrôle du pouvoir exécutif, selon l'Indice.

Ces tendances autoritaires et d'autres se sont poursuivies en 2023, mais elles ralentissent, avec moins de pays en déclin en 2022 et 2023 qu'au cours des années précédentes.

Les Contraintes sur les Pouvoirs du Gouvernement ont baissé dans 56% des pays, contre 58% en 2022 et 70% en 2021. De même, une plus petite majorité de pays a vu l'état de droit se dégrader cette année (59 %) par rapport aux deux années précédentes (61 % et 74 %).

Une plus petite majorité de pays (56 %) a également enregistré un déclin des droits fondamentaux cette année, par rapport à 2022 (66 %).

D'autre part, les déclin dans le fonctionnement des systèmes judiciaires s'étendent maintenant.

Deux tiers des pays (66%) ont vu leur score de l'Indice de la Justice Civile baisser cette année, contre 61% l'année dernière, y compris le Canada. L'augmentation des retards dans la justice et l'affaiblissement de l'application de la loi en sont largement responsables. Dans le même temps, les scores de la Justice Pénale ont également baissé dans un peu plus de pays cette année (56%) que l'année dernière (55%).

« Le monde reste en proie à une récession de l'état de droit, caractérisée par des excès de pouvoir, des restrictions des droits de l'homme et des systèmes judiciaires qui ne répondent pas aux besoins de la population », a déclaré **William H. Neukom, cofondateur et président du WJP**. « Les populations du monde entier en paient le prix. »

L'État de Droit au Canada

Le Canada est classé 12^e sur 142 pays dans le monde.

Au niveau régional, le Canada se classe 11^e sur 31 pays de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange et de l'Amérique du Nord.* Le pays le plus performant de la région est le Danemark (1^{er} sur 142 au niveau mondial), suivi de la Norvège et de la Finlande. Les trois pays les moins performants de la région sont la Grèce, la Bulgarie et la Hongrie (73^e rang mondial).

Au cours de l'année écoulée, 16 pays sur 31 ont connu une baisse dans l'Union européenne, l'Association européenne de libre-échange et l'Amérique du Nord. Parmi ces 16 pays, sept avaient également connu un déclin l'année précédente.

Parmi les pays à revenu élevé, le Canada se classe 12^e sur 46.**

Classements et tendances au niveau mondial

À l'échelle mondiale, le pays le mieux classé dans l'*Indice sur l'État de Droit du WJP 2023* est le Danemark, suivi de la Norvège, de la Finlande, de la Suède et de l'Allemagne. Le pays le moins bien classé est le Venezuela, suivi du Cambodge, de l'Afghanistan, d'Haïti et de la République démocratique du Congo.

Classements du Canada dans l'Indice sur l'État de Droit WJP

Classement global : 12 / 142

Classement régional : 11 / 31

Classement par facteur:

FACTEUR	CLASSEMENT MONDIAL	CLASSEMENT REGIONAL *	CLASSEMENT REVENU **
Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement	11/142	10/31	11/46
Absence de Corruption	10/142	7/31	10/46
Gouvernement Ouvert	10/142	8/31	10/46
Droits Fondamentaux	13/142	12/31	13/46
Ordre et Sécurité	15/142	11/31	15/46
Application de la Réglementation	12/142	9/31	12/46
Justice Civile	24/142	17/31	24/46
Justice Pénale	12/142	9/31	12/46

(1 correspondant à la meilleure performance dans le classement de l'Indice sur L'État de Droit du WJP)

Pour voir la performance du Canada à travers les 44 sous-facteurs mesurés par l'Indice, visitez : <https://worldjusticeproject.org/rule-of-law-index/country/2023/Canada>

Découvrez les classements complets et les conclusions de l'Indice sur l'État de Droit du World Justice Project (WJP) 2023 sur: www.worldjusticeproject.org/rule-of-law-index/.

###

- Retrouvez le communiqué de presse global et les 142 communiqués de presse des pays par région [ici](#).
- Accédez à l'Indice sur l'État de Droit 2023 complet et au livret « Insights » [ici](#).
- Retrouvez les graphiques (classements régionaux, classements mondiaux et cartes comparatives) [ici](#).

CONTACT MÉDIA ET DEMANDE D'ENTRETIEN :

press@worldjusticeproject.org

À PROPOS DE L'INDICE DE L'ÉTAT DE DROIT DU WJP:

Le [World Justice Project \(WJP\) Rule of Law Index®](#) est la première source mondiale de données originales et indépendantes sur l'état de droit. Couvrant désormais 142 pays et juridictions, l'Indice s'appuie sur plus de 149 000 sondages auprès des ménages et 3 400 sondages auprès de juristes et d'experts pour mesurer la manière dont l'état de droit est vécu et perçu dans le monde. Publié chaque année depuis 2009 et soumis à une méthodologie rigoureuse, l'Indice est utilisé par les gouvernements, les organisations multilatérales, les entreprises, les universités, les

médias et les organisations de la société civile du monde entier pour évaluer et combler les lacunes de l'état de droit.

À Propos du World Justice Project :

Le World Justice Project (WJP) est une organisation indépendante, non partisane et pluridisciplinaire qui vise à créer des connaissances, à sensibiliser et à stimuler l'action pour faire progresser l'état de droit dans le monde entier.

Un état de droit efficace réduit la corruption, combat la pauvreté et la maladie, et protège les personnes contre les injustices, grandes et petites. Il sous-tend le développement, un gouvernement responsable et le respect des droits fondamentaux, et constitue le fondement des communautés de justice, de santé, d'opportunités et de paix.

Le World Justice Project définit l'état de droit comme un système durable de lois, d'institutions, de normes et d'engagements communautaires qui garantit : la responsabilité, des lois justes, un gouvernement ouvert et une justice accessible. Pour en savoir plus sur ces quatre principes universels et sur notre travail : www.worldjusticeproject.org.

* Pays et juridictions mesurés dans la région de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange et de l'Amérique du Nord : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, République slovaque, Slovénie, Suède, Royaume-Uni, États-Unis

**Pays et juridictions à haut revenu : Antigua et Barbuda ; Australie ; Autriche ; Bahamas ; Barbade ; Belgique ; Canada ; Chili ; Croatie ; Chypre ; Tchécoslovaquie ; Danemark ; Estonie ; Finlande ; France ; Allemagne ; Grèce ; Hong Kong SAR, Chine ; Hongrie ; Irlande ; Italie ; Japon ; République de Corée ; Koweït ; Lettonie ; Lituanie ; Luxembourg ; Malte ; Nouvelle-Zélande ; Norvège ; Panama ; Pays-Bas ; Pologne ; Portugal ; Roumanie ; Singapour ; République slovaque ; Slovénie ; Espagne ; St. Kitts et Nevis ; Suède ; Trinité-et-Tobago ; Émirats arabes unis ; Royaume-Uni ; États-Unis ; Uruguay